

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MARDI 15 JANVIER 1980 - No 8 (Nouvelle série) érie)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Corse : la riposte

- Succès de la journée «île morte»
- Manifestations à Bastia et Ajaccio
- Deux exigences demeurent :
-libération des emprisonnés
-condamnation des barbouzes
- Les syndicats paysans appellent à l'action cette semaine

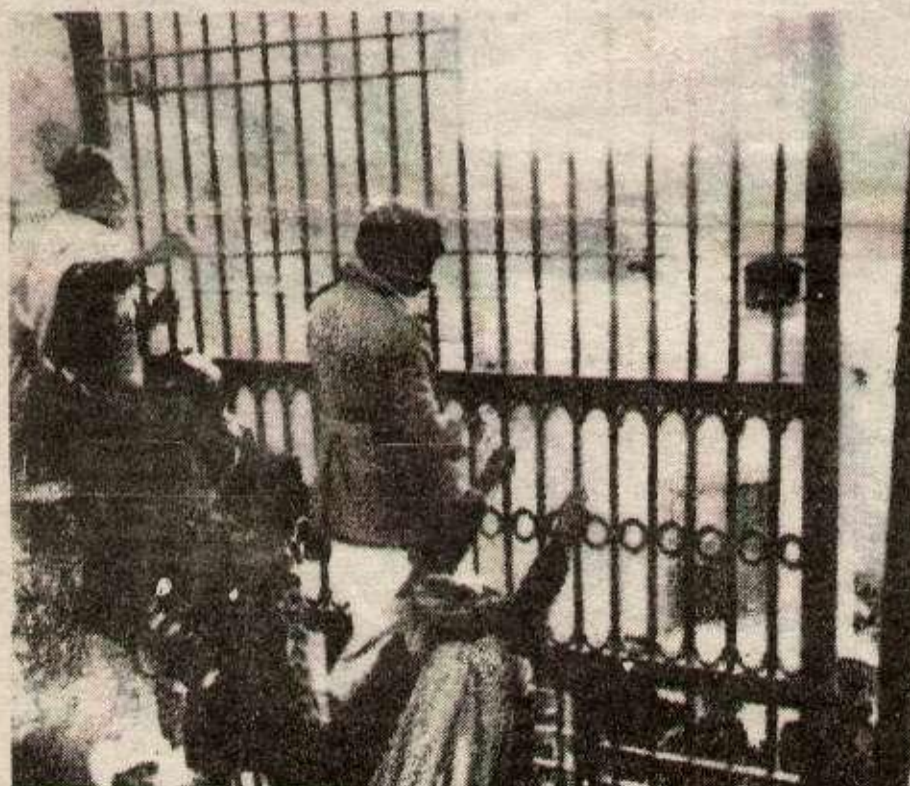
Lire en page 3 le reportage de notre envoyé spécial



Obsèques de Michèle Lenck.

Afghanistan

Manifestation contre l'URSS à Kaboul



Les manifestants pénètrent à l'intérieur de la prison de Kaboul, libérant une douzaine de détenus.

Voir page 6

Reportage dans les zones libérées de l'Afghanistan réalisé par le quotidien marxiste-léniniste turc «Aydinlik» (Voir page 2)

Marchais : du côté des envahisseurs

En signant avec Brejnev un communiqué commun scellant un accord avec l'URSS, puis en défendant depuis Moscou, sur les antennes de télévision l'invasion en cours de l'Afghanistan, Marchais suscite l'indignation de nombreuses personnes, dont des militants du PCF, attachées au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Voir page 4

Longwy : sévices racistes au commissariat

Quand on ne trouve pas de taxi le soir à Longwy et qu'on va au commissariat chercher le numéro de téléphone d'une compagnie de taxis, on en ressort le lendemain matin le visage couvert de coups. C'est en tout cas ce qui est arrivé à Osmani Elhadj, ouvrier algérien délégué CGT aux usines Cokerill dans la nuit du 9 janvier.

Enfer toute la nuit dans les caves du commissariat, frappé et soumis aux injures racistes par quatre agents, Elhadj a porté plainte. D'autant que ce n'est pas la première fois que les caves du commissariat sont le théâtre de sévices racistes. Le 11 novembre 1979, c'est un autre ouvrier algérien qui sortait du commissariat couvert d'écchymoses et le ventre criblé de coupures.

Convention nationale du PS : nouveau round d'observation

Voir page 4

1er février-20h 30, salle de la Mutualité (Paris)

Meeting contre l'agression de l'URSS en Afghanistan

A l'appel du PCML et du PCRml

Le peuple afghan contre l'occupation soviétique (1)

Reportage du quotidien marxiste-léniniste turc «Aydinlik» à Kaboul et dans les zones libérées

Fin septembre 1979, deux journalistes du quotidien marxiste-léniniste turc, «Aydinlik», ont vécu pendant une semaine dans les territoires libérés de l'Afghanistan, puis ils se sont trouvés à Kaboul durant le coup d'État.

Une série d'articles exclusifs ont été publiés. Nous en reprenons les grandes lignes (extraits ou résumés). Les questions abordées apportent des informations concrètes sur la réalité en Afghanistan. Elles conservent aujourd'hui toute leur valeur. Elles apportent un éclairage sur ce qui s'est passé effectivement et sur ce qui se passe actuellement.

La chute de Taraki

Quand la chute de Taraki s'est produite, les journalistes d'«Aydinlik» étaient à Kaboul (du 14 au 21 septembre). Après avoir effectué une visite dans les régions libérées, ils sont retournés au Pakistan et ont pris un car de Peshawar à Kaboul. A chaque arrêt, entre Jalalabad et Kaboul, distants de 50 km, il y avait un contrôle de passeports, les contrôles s'intensifiaient à 10 km de la capitale.

Le 14 septembre, quand nous sommes arrivés à Kaboul, nous avons vu des chars russes, des camions militaires. A la caserne de Pul-Charki qui peut contenir normalement 6 000 personnes, il y avait en septembre, selon Amnesty International, 15 000 prisonniers politiques. Dans l'après-midi, nous avons entendu plusieurs fois le bruit de mitrailleuses, de fusils, etc. «On pense qu'il y a quelque chose d'important qui se passe», dit le chauffeur de car. Il était alors interdit de sortir dans la rue après 23 heures, pour éviter que le peuple ne mène une résistance. Et pour cacher la faiblesse du régime toutes les aides militaires russes arrivaient après 23 heures (pendant le couvre-feu), dans la nuit, pour que le peuple ne les voit pas.

Quand nous sommes arrivés à Kaboul, nous croyions que tout était normal. Mais devant la maison de la radio, de la télévision, il y avait des chars ; également devant le ministère des affaires extérieures. Toute la route qui mène au palais présidentiel était occupée par les militaires.

De 14 à 18 heures, tous les affrontements qui se sont déroulés dans le palais, personne n'en a été au courant à l'extérieur. Mais de plus en plus, tout le monde commençait à dire qu'il y avait quelque chose qui se passait. Tout le monde échafaudait des hypothèses. Certains disaient que Taraki a tué Amin. D'autres : «Non, les musulmans attaquent le palais et quand Taraki a vu ça, il a tué Amin.»

Le lendemain, quelqu'un est venu nous voir à l'hôtel. Il nous a posé des questions très précises sur ce que nous avons fait depuis quinze jours. Nous lui avons raconté.

En voiture, il nous a amenés à l'ancien marché, puis dans une vieille maison en terre. Il nous a dit : «Attendez, vous allez voir quelqu'un tout à l'heure». La personne qui est arrivée, Sefik, nous a raconté le déroulement du coup d'État.

LE COUP D'ÉTAT

Vendredi après-midi, suite à l'appel de Taraki, Amin est allé au palais. Ils devaient s'entretenir des conversations qui avaient eu

lieu avec Brejnev, et demandait de donner sa démission à Amin.

Taraki est sorti sur les marches du palais pour attendre Amin. Cet accueil était très étrange pour Amin : «Pourquoi Taraki est venu me chercher jusqu'à la porte ? Il y a quelque chose de bizarre». Comme d'habitude, il avait son garde-corps auprès de lui.

Le commandant Taron attendait Amin, avec le responsable de la police politique (AGSA), le vice-président Navap, le ministre de la santé, le docteur Hatez et également Hayir Mohamad. Tout le monde était autour de Taraki. Mais tous ces gens-là, on sait que ce sont des pro-Amin. Le palais et le jardin du palais étaient pleins de militaires. Tout d'un coup, une grenade éclate. Elle est tombée entre Amin et Taraki. (Or, c'était Amin qui était visé). Puis la fusillade a commencé. Chacun a pris son fusil. Mais celui qui prend son arme le premier, c'est lui qui gagne.

On a dit qu'onze personnes avaient été tuées. Mais Amin a parlé seulement des gens qui ont été tués de son côté, pas de ceux qui étaient du côté de Taraki.

Les seuls qui ont approuvé ce changement de pouvoir, ce sont 1 500 étudiants. A part tout ça, il n'y eut personne qui approuva le gouvernement Taraki et celui de son successeur Amin.

DU MINISTRE DE L'INTERIEUR... AU MAQUIS !

La source de ces informations, a dit Sefik, notre interlocuteur c'est Vatanyar, l'ancien ministre de l'intérieur qui a quitté Taraki et Amin.

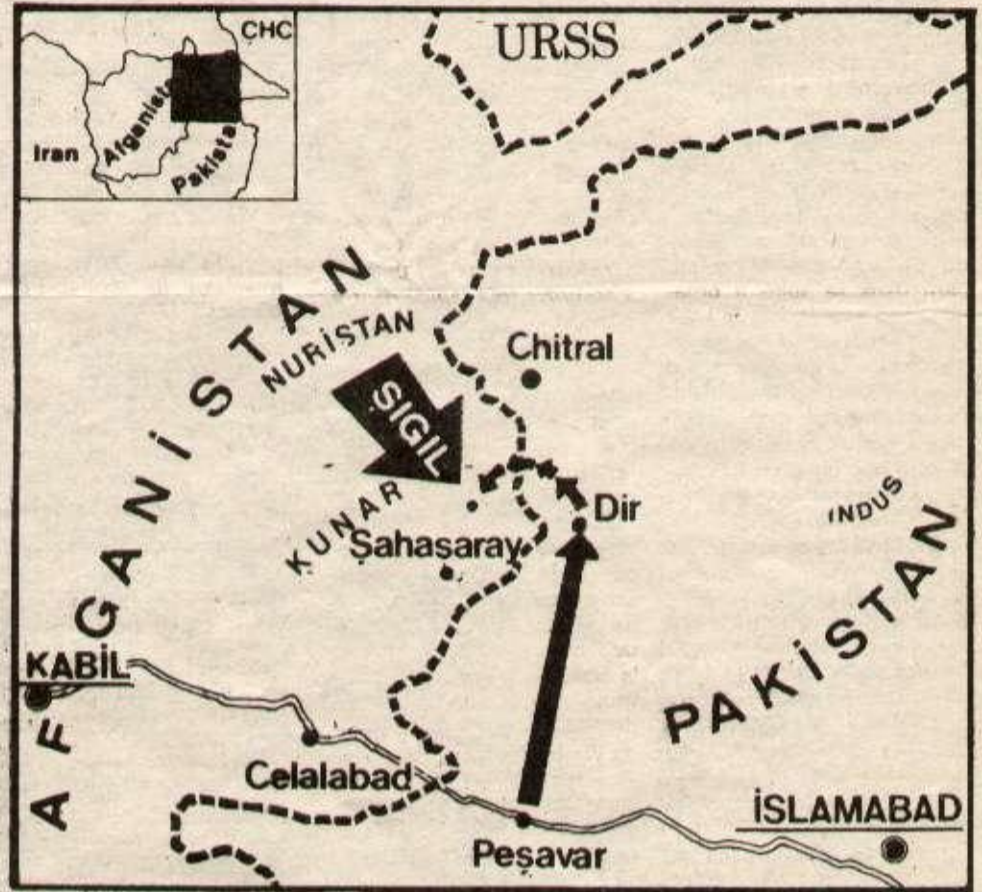
Quand Taraki se trouvait avant à Cuba, c'est à la demande d'Amin et avec l'approbation de Taraki lui-même que Vatanyar avait été «démissionné» du pouvoir. Tout le monde savait que c'était un des hommes forts de l'armée et on croyait que c'était un homme de Taraki. Dans la réalité, c'était quelqu'un qui était bien caché et travaillait pour la guérilla.

Vatanyar, le matin du 27 avril 1978, quand le premier coup d'État s'était produit, il avait pris la maison de la radio de Kaboul avec les chars.

Plus tard, Amin lui a donné le commandement général de l'armée. Il est devenu chef d'état-major ; c'était un des derniers militaires à être au gouvernement.

Quant à Taraki, il a été éliminé le 18 septembre 1979, pendant une réunion du comité central du Parti. Une déclaration en est sortie, disant que, «pour raisons de santé», Taraki quittait son poste !

Les deux correspondants d'«Aydinlik» sont partis de Dir (au Pakistan) et ont traversé clandestinement la frontière pakistano-afghane, pour se rendre dans les régions libérées des provinces de Konar et du Nouristan. Ils sont d'abord allés voir des dirigeants des camps de réfugiés, puis ils sont passés avec des guides. Ce sont des régions montagneuses, une des bases principales des guérilleros. Il était difficile de pénétrer dans ces bases arrière (c'est d'ailleurs la première fois que des journalistes ont pu s'y rendre).



Comment on récupère le matériel à l'ennemi

D'après l'interview d'un officier qui a rallié récemment la résistance après avoir tué 30 officiers pro-soviétiques

Un commandant de brigade (du grade de capitaine) a rejoint une base de guérilleros avec 2 000 hommes liés au Parti islamique afghan.

Ce commandant, Abdülrauf, âgé de 40-45 ans, se déplace avec un fusil M-3 américain, dont il ne se sépare jamais. Il ne voulait donner aucune interview, disait-il, avant d'avoir exécuté le gouverneur de Jalalabad. Mais quand il a vu deux journalistes qui venaient de Turquie, il a finalement accepté de donner l'interview.

Abdülrauf était allé au Pakistan durant une période. Quand il était au Pakistan, dans les camps de réfugiés afghans, aucun journaliste n'avait pu alors obtenir une interview de lui. Il voulait exécuter le gouverneur de Jalalabad (pro-Taraki), parce que celui-ci a perpétré plusieurs massacres contre le peuple. Abdülrauf explique que,

dans la province de Nangahar, les hommes du gouverneur ont commis des massacres, lancé des bombes, brûlé des maisons, les paysans vivants, tué des femmes, etc.

Abdülrauf fait un jeu de mots (en langue afghane) : «Les Russes sont sauvages, mais le peuple afghan est brave». Il va s'asseoir et, caressant son M-3, il commence à raconter.

LA REALITE DEVIENT UNE LEGENDE POPULAIRE

Il parle de Taraki comme d'un personnage très mauvais, un ennemi du peuple. Il dit que, une fois, il y a eu une révolte à Sigil, et Taraki lui a donné l'ordre d'aller écraser cette rébellion.

Quand il est arrivé, ce qu'il a vu, ce n'était pas une rébellion, mais le peuple afghan : C'étaient des musulmans du peuple de son pays. Ils

ont fait une réunion ensemble et ont, pour résister, décidé de faire quelque chose.

Abdülrauf a alors invité tous les militaires pro-Taraki dans une salle, soit-disant pour faire une réunion, puis il les a exécutés, parce que c'était des pro-soviétiques qui voulaient écraser le peuple, qui le maltraitaient violemment. Cette histoire est devenue une légende en Afghanistan. D'après cette légende, on raconte que, d'un seul coup, Abdülrauf a liquidé trente pro-soviétiques.

Abdülrauf nous dit : «Taraki est debout grâce à l'aide des Russes, alors que nous, nous avons toujours été soutenus par notre peuple». En général, les officiers, sauf ceux qui sont tout au sommet de la hiérarchie, sont contre l'URSS. C'est une minorité à la tête de l'armée, qui prend les ordres du Kremlin.

SUR LA RESISTANCE

A propos de la résistance, les camarades demandent : «Quand comptez-vous arriver à Chaha Sarai ?». Il leur est répondu : «Notre premier but est d'arriver à Chaha Sarai, et plus tard d'arriver à Jalalabad, mais on ne sait pas pour l'instant quand ça sera». Les guérilleros mènent la lutte généralement du coucher du soleil jusqu'à son lever, donc la nuit. (Note du Quotidien du Peuple : Au cours des derniers jours, les envoyés spéciaux des diverses agences de presse en Afghanistan, ont rapporté que, depuis l'invasion du 27 décembre dernier, les guérilleros maintenaient cette tactique de harcèlement incessant des forces soviétiques, la nuit.) Parce que, pendant la journée, il y a des bombardements dans les régions où se passent les affrontements, donc ils se cachent.

Toute son expérience militaire, Abdülrauf l'a mise maintenant au service des guérilleros.

«Les brigades de Taraki ont brûlé les paysans vivants»

L'exemple de la brigade Asmar

Asmar se trouve dans le nord de la province de Konar. La ville principale de cette province est Chahasaray. A 25 km à l'est de cette ville, se trouve la caserne d'Asmar.

Le 24 août, tout le monde fêtait l'élimination des 30 pro-soviétiques. Après cela, la brigade d'Asmar était libérée du contrôle de Taraki. Le commandant de cette brigade, Abdülrauf, a pris son poste-émetteur et a appelé le principal gouverneur de la province, Valli Nizamettin. Il a dit : «M. le gouverneur il y a un soulèvement dans notre brigade, il faut que vous veniez ici im-

diatement».

Le gouverneur a pris un hélicoptère et est venu tout de suite à Asmar.

Le commandant Abdülrauf est sorti avec son fusil M3 et a tué le gouverneur lorsque que celui-ci est arrivé.

Abdülrauf a appelé de nouveau à Chahasaray. Il a expliqué : «Le gouverneur Nizamettin va rester à Asmar, car il y a une très importante réunion actuellement dans la caserne, il insiste pour rester avec nous, et pour que vous envoyiez le secrétaire de région du Parti, qu'il vienne tout de

suite à Asmar».

Celui-ci est arrivé en hélicoptère, (un des meilleurs de Taraki dans la région). Il s'est rendu au même endroit que son prédécesseur, le gouverneur, et comme lui, il a été tué.

Chaque fois c'est en même temps un matériel qui est «mis de côté» !

Deux jours ont passé, et bien entendu ni le gouverneur ni le secrétaire ne sont retournés à Chahasaray, et aucune réponse au poste-émetteur.

De Chahasaray, les autorités pro-soviétiques ont alors envoyé un MIG 17 et un hélicoptère pour venir

chercher le secrétaire et le gouverneur. Quand ils sont arrivés, ils ont été abattus également, et l'hélicoptère saisi.

Le Parti islamique afghan a fait une déclaration sur ce que les guérilleros avaient récupéré sur l'ennemi avec ce stratagème : 27 batteries de chasse anti-aériennes, 5 mortiers 76 mm et 5 d'un autre type, 10 fusils automatiques, 18 mortiers moyens, 4 000 Kalachnikov automatiques, 80 000 balles de batteries anti-aériennes, 400 000 balles de Kalachnikov, 2 pièces de MIG 17 hélicoptère, 26 chars, 9 camions russes !

CORSE : LA RIPOSTE !

Dimanche 14 h 30, place de la gare à Ajaccio entre la mer et le Cours Napoléon, les militants commencent à se rassembler sous un ciel maussade et pluvieux. Chacun s'interroge sur le succès de cette manifestation. La veille en effet, après plusieurs heures de débat, le PCF est sorti de la réunion du Collectif des 44 entraînant dans sa suite 9 organisations dont le PS, la CGT et la FEN. Le PCF refuse de s'associer à l'appel de la manifestation du lendemain. Plus même, il mène campagne contre cette initiative et distribue un «appel» où il déclare notamment : «Le Parti communiste met en garde dans les circonstances actuelles contre les manifestations qui ne peuvent qu'offrir des prétextes aux provocations du pouvoir, conduire à d'autres effusions de sang et lui servir de justification pour maintenir l'odieuse déployement des forces policières». Ce passage du tract sera vivement critiqué au 34 Cours Napo-

les mouvements de forces qui menacent notre pays. La position de l'ULC est claire : pour l'ensemble des lycéens corses, la solidarité et la volonté de mobilisation du peuple corse doivent se traduire par un rassemblement suivi d'une manifestation grande marche populaire. L'ULC appelle tous les syndicats et tous les partis à s'accorder très rapidement à ce sujet».

VOLONTE DE LUTTE

La volonté de lutter devait d'ailleurs se manifester sur le port samedi après-midi où, à la seule nouvelle de l'arrivée de matériel de la gendarmerie, plusieurs centaines de personnes se rassemblaient pour en interdire le débarquement. L'arrivée de renforts de police comme la volonté d'éviter de nouveaux heurts, permettra de décharger une quarantaine de camions. Vers 19 heures, un autre incident en dit long aussi sur l'ambiance qui régnait ici. Un camion de CRS accroche involontairement une voiture civile sortant du port. Le chauffeur affolé s'enfuit. Aussitôt automobilistes et habitants se rassemblent tandis qu'en face se déploie un ruisseau de policiers pour un nouveau face à face.

La colère du peuple corse, sourde ou ouverte, existait bel et bien, et il était nécessaire de prendre une initiative pour que ces sentiments se manifestent avec calme et détermination. Ainsi comme le précisait les marxistes-léninistes corses : «Il faut aujourd'hui éviter tout incident qui même s'il était provoqué par la police déservirait notre cause».

SITUATION INACCEPTABLE

Tous ces événements faisaient de la manifestation de dimanche un test pour la mobilisation populaire. A 15 heures, les gens commencent à arriver. Les drapeaux corses blancs à tête de Maure commencent à émerger des parapluies. Un groupe de militants du PS fait savoir qu'il participera à la manifestation malgré les directives de la Fédération de la Corse Sud du PS.

Quand Pierre Mela, au nom du Collectif, prend la parole, trois quart d'heures plus tard, le succès est certain : «Notre but est de protester contre la situation inacceptable imposée à la Corse, et dont le pouvoir porte seul l'entière responsabilité. Les événements actuels sont le résultat d'une politique qui refuse de faire droit aux revendications urgentes et légitimes de la Corse, sur les plans social, économique, politique, et culturel. La seule réponse du pouvoir est basée sur la provocation par le biais des polices parallèles notamment, sur la répression, le baillonnement de la démocratie et la mainmise sur l'information», rappelle-t-il.

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS

Le service d'ordre se met en place. Un seul mot d'ordre : «Liberts !». La mani-

Les emprisonnés

On connaît maintenant les noms des 36 personnes qui occupaient l'hôtel Fesch et qui ont été transférées samedi 12 janvier à Paris. La FDSEA a communiqué 29 noms dont 16 ou 17 paysans pour la plupart membres de la FDSEA ou du CDJA.

Strada Corsa, le syndicat des transporteurs corses indique un communiqué «est scandalisé par le transfert à Paris des militants corses dont Toussaint Pantaloni, vice-président de Strada Corsa».

Canta Populu Corsu, l'un des plus importants groupes culturels, a, lui-aussi, un de ses membres, François Buteau, chargé des relations publiques, incarcéré à Paris. D'autre part, parmi les douze manifestants pris à Bastelica, et déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat, pour constitution de bande armée, figurent deux responsables ajacciens de l'Unione di populu corsu (UPC), Dominique Bianchi et Paul Cortiichi. Comme l'a déclaré Jean Paul Poletti, du groupe Canta u populu Corsu, «ce sont les meilleurs des nôtres qui sont en prison».

festation s'ébranle, précédée des dizaines de reporters venus des quatre coins du monde. Le Cours Napoléon est désert quand le cortège s'avance. Le calme et la détermination se lisent sur les visages des manifestants et si le mot d'ordre «Liberts» tarde à être repris par la foule, c'est peut-être parce qu'on est encore surpris de pouvoir manifester sans voir arriver les CRS ou les mobiles.

Peu à peu le cortège s'allonge, se renforce de gens présents d'abord sur les trottoirs et reprend avec de plus en plus de force les mots d'ordre de «Préfet démission ! Bonnet assassin !» Devant la préfecture, seuls quelques policiers gardent les grilles. Le service d'ordre s'interpose. La manifestation passe et va se terminer place du Diamant où le Collectif se félicite du succès : «Nous avons apporté un

démenti aux pouvoirs publics, à l'opinion et à certaines organisations aussi. Nous avons prouvé qu'il existe en Corse des gens prêts à se battre, mais qui savent garder leur sang froid». On apprenait peu après, que la manifestation de Bastia avait connu le même succès. Ces milliers de manifestants, il faut le souligner, de tous les âges, démontrent que les événements de Bastelica ont provoqué une lame de fond, une prise de conscience sur la situation de l'Ile. C'est un syndicaliste qui nous dit que dans sa boîte des militants du PCF se déclarent autonomistes. C'est un chanteur corse qui nous raconte comment la journée «Insula morta» a été suivie jusque dans les villages. Ce sont des nationalistes qui remarquent la présence dans la manifestation de gens jusque là indifférents.

POSITION DE LA FNSEA ET DU CDJA

Signe aussi de cet éveil du peuple corse, de cette volonté de lutter, la prise de position de la FNSEA et du CDJA qui rappellent que «des responsables des deux syndicats n'ont pendant quatre jours ménagé ni leurs peines ni leurs efforts pour maintenir un lien avec les pouvoirs publics, afin d'éviter dans un premier temps que le pire ne se produise à l'intérieur de l'hôtel Fesch,

Succès de la journée île morte

Vendredi 11 janvier, la journée «Insula morta» a rencontré l'adhésion de toute la population de l'Ile. Tous les magasins étaient fermés. L'ensemble des entreprises étaient en grève. Seuls, à la demande du collectif, les marchands de journaux assuraient la diffusion de la presse locale.

Depuis dix heures du matin, une foule d'environ 2 000 personnes s'est rassemblée et restera aussi nombreuse toute la journée devant le commissariat central où l'on pensait que Marcel Lorenzoni et ses compagnons étaient détenus. Vers seize heures, un dispositif policier se met en place devant la préfecture. Les gendarmes mobiles ne seront évités qu'avec l'intervention de responsables nationalistes. Finalement, ce barrage policier que l'on croyait destiné à protéger l'évacuation des patriotes sera levé sans que rien ne se passe. La police a ratissé le village de Cutoni et a arrêté une femme du village.

et dans un deuxième temps, pour que les agriculteurs arrêtés ne soient pas transférés à Paris, mais remis en liberté. Dans le premier cas les pouvoirs publics ont usé et abusé des responsables syndicaux, pour résoudre le problème de l'occupation de l'hôtel. Dans le deuxième cas, les pouvoirs publics, si mielleux la veille, sont redevenus des hommes «à cheval sur les principes». Le monde agricole, une fois de plus trompé par ce pouvoir parisien, ne se laissera plus jamais abuser. C'est pourquoi les FDSEA et CDJA exigent que dès lundi matin, tous les agriculteurs incarcérés soient en liberté provisoire et ramenés immédiatement en Corse. Les FNSEA et CDJA notifient aux pouvoirs publics

voirs publics
- que tous les accords paritaires quelle que soit leur nature sont dénoncés définitivement ;
- que dès mardi matin, il est donné le mot d'ordre d'occupation de toutes les perceptions et hôtels des finances ;
- que des manifestations et barrages de routes seront organisés et mis en place dans toute la Corse jusqu'à ce que les agriculteurs soient de retour dans leur foyer».

Mardi sera donc, sauf contre-ordre, une journée d'action des agriculteurs à laquelle s'est associé Strada corsa, le syndicat des transporteurs corses. Lundi soir, les syndicats CGT, FO, et FEN doivent se réunir pour définir leur attitude.

Le chef des barbouzes libéré... et inculpé

Dimanche 13 janvier au matin, le maire d'Olimeto, un village d'un millier d'habitants à 50 kilomètres au sud de Bastelica, reçoit un coup de téléphone lui demandant de remettre le commandant Bertolini à la justice. Une heure plus tard, on frappe à sa porte. C'est le barbouze en chef, les yeux bandés qui se présente. Conduit au procureur, il sera inculpé pour port d'armes et interrogé par la police. Il sera ensuite hospitalisé. Si cette inculpation est un premier pas,

elle ne satisfait la revendication vraiment fondamentale qui est la condamnation de l'ancien parachutiste pour les crimes de l'officine Francia. Pour la troisième fois depuis le début de ces événements, après l'abandon de Bastelica, après la rédition de l'hôtel Fesch, les patriotes corses ont démontré qu'ils n'ont rien de preneurs d'otages et de droits commun comme dit Bonnet, mais que leur seule volonté est de faire éclater le scandale des polices parallèles.

Si la télévision française a cru dimanche soir ramener ces événements à une affaire personnelle entre Bertolini, le chef des barbouzes, et l'autonomiste Lorenzoni, les Corses ne sont pas prêts à accepter ces caricatures. Ils veulent que la lumière soit faite sur les polices parallèles ; ils veulent que les 102 patriotes en prison puissent regagner leurs familles.

De notre envoyé spécial Hervé Dastar

Le pouvoir tue, solidarité avec le peuple corse

Ce week-end, à Paris, les organisations corses avaient convié l'ensemble des organisations démocratiques à se réunir, pour envisager l'action à mener suite aux assassinats de ces derniers jours.

Une déclaration commune a été signée par plus d'une vingtaine d'organisations. Une affiche a été réalisée et sort ce lundi 14 Ile PS a cette fois donné sa signature. Un meeting, à l'appel des organisations corses et soutenu par les autres organisations, doit avoir lieu au milieu de cette semaine.

DECLARATION COMMUNE

«Des événements graves

viennent de se dérouler en Corse. Le pouvoir porte l'entière responsabilité du drame. Il a choisi d'employer la force, ce qui a abouti aux résultats que l'on connaît.

Les signataires saluent la grève générale et la journée «île morte», organisée à l'initiative des 45 organisations de l'Ile, qui a revêtu une grande ampleur et s'est déroulée dans le calme et la dignité.

Le gouvernement, au lieu de prendre les mesures qui s'imposent, de répondre aux aspirations légitimes de la population, persévère dans la voie de la répression. Il vient notamment de décider de déferer un certain nombre de Corses devant la

Cour de Surêté de l'Etat (tribunal d'exception).

Les organisations sous-signées exigent dans l'immédiat :

- le retrait immédiat de Corse de toutes les forces de répression ;
- la libération des personnes arrêtées et la renonciation à toute poursuite ;
- la mise à la disposition de la justice des personnes appartenant à des polices parallèles ;
- la dissolution des officines de guerre civile et des polices parallèles, telle Francia, couvertes par le pouvoir ;
- la démission du préfet de région.

Comité de soutien aux Corses emprisonnés, l'Union du Peuple Corse (UPC), CSC, FPC, A Riscossa, Donna Corse, Casa di u populu corsu.

Ligue des Droits de l'Homme, PSU, PCML, PCRml, OCT, LCR, JCR, OCI, GRS, Association des Kanaks en France, Ecole Emancipée, CLUDAR, MAS, CCA, UCFML, CEDETIM, Libération Afrique, Roch Pidjot, député, Président du Front Indépendantiste Kanak.

Les obsèques

Les obsèques des victimes des événements d'Ajaccio samedi 13 janvier 1980 : à 11 heures, les magasins fermaient leurs portes. Une foule immense assistait à la levée du corps de Pierre Marangoni, ce jeune jockey de 23 ans et Michèle Lenck, 32 ans, psychologue de l'Éducation nationale, tous deux assassinés par les forces de police, alors qu'ils n'étaient en rien impliqués dans les événements.

Noël Gautho, un compagnon de Marangoni, blessé, a pu assister à cette cérémonie tandis qu'à Marseille, Berthe Valli est sortie du coma, mais il est quasiment certain qu'elle restera à demi-paralysée, suite à la balle sortie d'un revolver de la brigade anti-gang. C'est ce lourd bilan qu'il faut mettre à l'actif d'un préfet de région toujours satisfait de lui-même et d'un ministre de l'intérieur qui a réussi à faire l'unanimité contre lui.

léon, le QG du Collectif. Le PCF donnait ainsi un chèque en blanc au préfet, chargeant par avance le Collectif d'incidents qui pourraient survenir et semant la peur dans la population, il a entravé une riposte sérieuse au transfert des militants à Paris.

LYCEENS EN GREVE

Les lycéens qui maintiennent leur mot d'ordre de grève pour la semaine (ainsi d'ailleurs que les normandais) précisait dans un communiqué «après trois jours de discussions stériles, l'ULC a constaté que l'évolution des débats et des décisions a été entravée par le PCF, la CGT, le PS, la FEN, les Jeunesses communistes, l'AACC, le SNI, le SNES et FO. (...) Le simple rassemblement préconisé par ces neuf organisations ne constitue qu'une réponse «dérivatoire» par rapport aux gra-

Au terme des deux longues journées de sa convention nationale, la situation au sein du Parti socialiste est apparue plus paradoxale que jamais. L'unité règne, si l'on s'en tient aux résultats des deux votes les plus importants : le « Projet socialiste » a été approuvé par 84,97 % des mandats (96,53 % par rapport aux votes exprimés) et « quitus » à la direction a été unanime, à l'exception de trois fédérations (Yvelines, Finistère et Loiret). Pourtant, et personne ne peut s'y tromper, le PS a donné samedi 12 et dimanche 13 janvier l'image d'un parti divisé non pas seulement sur des questions de personnes, mais aussi sur des questions de ligne.

Au terme d'un débat de plusieurs mois, les délégués réunis à Alfortville (région parisienne) avaient à se prononcer sur un « projet socialiste » dont on savait à l'avance qu'il n'entraînerait pas de divergences de fond. Son contenu initial, qui portait la griffe du CERES, avait en effet été largement édulcoré par le « préambule » de Mitterrand, et qui plus est, la fonction même de ce projet était suffisamment vague pour que personne ne prenne l'initiative d'un affrontement sur ce terrain.

De fait, la discussion du projet lui-même s'est faite en demi-teinte. En une après-midi, samedi 12, les délégués répartis en cinq « forums » ont expédiés les quelques 500 amendements proposés par « la base », celle en tout cas qui avait étudié le projet, puisqu'au dire de plusieurs responsables, pas plus de 10 % des membres du PS n'ont jugé utile de se plonger dans ce long texte. Seuls deux amendements ont donné lieu à des votes vraiment contradictoires. Sur mai 1968, tout d'abord. Rappelons que pour Chevènement, auteur du texte, le seul vrai résultat de mai 1968 c'est le giscardisme. Les rocardiens avaient choisi de mener la bataille sur ce point, eux qui voient dans mai 1968 l'émergence de certaines aspirations tout à fait actuelles. Les résultats du vote sur l'amendement Uri (un rocardien) ont donné 58,64 % au texte initial, et 35,45 % à l'amendement proprement dit. Ce vote a été largement contesté, certains faisant état de « manipulations » dans le vote des fédérations. Le deuxième amendement, largement discuté, portait sur le nucléaire, avec des divergences passant au sein de chaque courant. L'option 1, hostile aux surrégénérateurs, a obtenu 59,85 % des mandats, l'option 2 (tout nucléaire) 17,38 % et l'option 3 (antinucléaire) 14,65 %.

ROCARD - MITTERRAND : DU SUR-PLACE

Hormis ces deux problèmes, somme toute mineurs, le projet socialiste n'a pas suscité de bien grandes passions. C'est que les véritables préoccupations des délégués étaient ailleurs. Faut-il le préciser ? L'ombre des présidentielles, n'a pas cessé de peser sur la convention socialiste, même si chaque intervenant, tel une clause de style, jugeait bon de préciser que la question n'était pas là. Pierre Mauroy, a été plus direct, en proposant qu'un congrès extraordinaire se tienne dès le printemps, pour désigner le candidat socialiste. Il y a quelques semaines de cela, Mitterrand n'avait pas dit autre chose en précisant que le candidat du PS devait être désigné « avant les congés d'été ». Pourtant, c'est lui-même qui a combattu la proposition de Mauroy : elle est « inopportune », au vu de la situation actuelle. La date du congrès sera fixée en mai ou juin, et celui-ci aura lieu vers la fin de l'année ou au début de l'année 1981. En repoussant ainsi le moment de la grande explication, Mitterrand espère que son rival, Rocard, se « découvrira » un peu plus, abandonnant le terrain des idées pour celui des solutions concrètes. De ce point de vue, l'affrontement Mitterrand-Rocard ressemble en ce moment à une course de cyclisme sur piste, où chacun fait du sur-place en espérant voir l'adversaire prendre des risques en démarrant le premier.

DES DIVERGENCES MIEUX PRECISEES SUR L'UNION AVEC LE PCF

Ce serait cependant faire injure à la convention nationale du PS que de la réduire à une simple querelle d'hommes. L'actualité aidant, l'invasion en Afghanistan par les Soviétiques et son approbation vigoureuse par Marchais, il fut aussi beaucoup question de l'union de la gauche, et de son avenir. Plus

Convention nationale du PS : encore un round d'observation



qu'à Metz, des conceptions divergentes sont apparues sur cette question. Certes, personne du PS ne remet en cause, en parole du moins, l'idée d'une union de la gauche, et donc d'un accord avec le PCF. Reste à savoir quelle union, et pourquoi faire. Pour le courant Mitterrand, tout ce qui a été dit auparavant reste valable : « Nous sommes convaincus que le PC n'arrivera pas à faire virer à droite le PS. Il ne pourra pas bloquer éternellement la gauche sans voir ses forces s'éroder. Ni le comportement du PC ni les derniers événements de politique internationale ne nous feront renoncer à être les meilleurs défenseurs de l'union des forces populaires », disait Mermaz, un proche du premier secrétaire. La tactique de Mitterrand reste donc de mettre le PCF face à ses contradictions, en pensant qu'il lui faudra bien, un jour, faire un choix déterminé avant tout par sa volonté d'accéder au pouvoir. Même son de cloche,

ou peu s'en faut, au CERES : « La crise afghane ne doit pas conduire le PS à réviser ses positions », disait Motchane. A l'inverse, Mauroy, s'appuyant sur les événements récents, a mieux précisé sa conception de l'autonomie :

« A la réalité formelle du programme commun, nous proposons de substituer entre les partis de l'union de la gauche une dialectique vivante de l'autonomie d'action, de la concurrence militante, de la confrontation des programmes (...). Cette pratique débouchera en son temps sur un contrat de gouvernement ». Bref, chacun pour soi, et on verra le moment venu. C'est cette position que défend également Rocard, comme il l'a expliqué dans son discours en évoquant « le heurt entre ceux qui, par principe, veulent maintenir l'intention de ramener le PC à une véritable orientation politique unitaire, et ceux qui pensent

que ces décisions stratégiques sont prises depuis longtemps et qui par conséquent n'entendent plus cultiver pour l'instant le rêve sans espoir de l'unité obtenue par une grande négociation au sommet ».

Les évolutions sont lentes, au parti socialiste. Derrière l'image d'un parti uni sur l'essentiel, et « tellement démocratique qu'il passe son temps à discuter du choix de son candidat », des évolutions s'opèrent en profondeur, et de manière suffisamment lentes pour qu'elles puissent paraître imperceptibles. La convention de samedi 12 et dimanche 13 janvier en a fourni un saisissant exemple. Dans le lourd dossier de contradictions de fond, de nouvelles pièces ont été apportées. Il faudra bien que le PS se décide à y faire face avant 1981.

Nicolas DUVALLOIS

Marchais revendique cyniquement son soutien à l'intervention soviétique

Marchais s'adressant aux Français en direct de Moscou, au travers d'une longue interview réalisée vendredi 11 janvier par TF 1, c'est sans conteste la manifestation la plus crue de la politique suivie par la direction du PCF. En effet, s'il existe des « différences de positions et des divergences » entre le PCF et le PCUS, comme l'affirme leur communiqué commun, il est clair que celles-ci n'affectent en rien l'identité de vue entre Marchais et Brejnev sur la situation internationale.

Sans doute, n'en va-t-il pas de même au sein du PCF comme l'ont montré pétitions, prises de position publiques,

A propos du « traité d'amitié » URSS-Afghanistan, que Moscou brandit pour justifier son intervention : « Ce traité de 1978 prévoit qu'à la demande de l'une des deux parties, l'autre peut lui accorder l'aide militaire pour assurer son indépendance, la défense de son territoire.

C'est précisément ce qu'a fait le gouvernement afghan. Pas seulement avec l'actuel premier ministre Karmal : il l'avait déjà fait sous Amin. Les Soviétiques nous ont dit

qu'ils avaient résisté pendant des mois à cette demande pour, précisément, ne pas aggraver la tension, dans cette région du monde. Mais dans toute la dernière période, l'intervention militaire extérieure était si forte que, si le gouvernement soviétique n'avait pas répondu à la demande qui lui était faite, cela aurait eu comme signification qu'il ne respectait pas le traité qu'avaient conclu entre eux les deux gouvernements.

Voilà comment les cho-

ainsi que l'opposition ouverte de deux cadres du PCF, membres du bureau confédéral de la CGT. C'est pour tenter d'enrayer ce trouble d'une partie des militants qu'ont été réunis jeudi 10 janvier, place du colonel Fabien, les secrétaires fédéraux du PCF.

Ils ont entendu un rapport de Fiterman portant sur l'analyse de la situation internationale et l'application « vigoureuse et offensive » de la ligne du 23ème congrès.

Nous reviendrons dans notre prochaine édition sur la signification et les mobiles de la politique cynique défendue par Marchais.

ses se sont passées. Et c'est à partir de là que l'on est en train de monter cette formidable opération internationale pour essayer de dresser les peuples contre l'Union soviétique.

A propos de la question « Qui, en Afghanistan, a fait appel aux Soviétiques ? » : « J'ai posé cette question à mes interlocuteurs. Ils m'ont apporté une réponse très claire. Ils ont évoqué cette question à de multiples reprises dans la Pravda et nous en avons

confirmation dans les documents que le Parti démocratique du peuple afghan vient de nous faire parvenir : Amin lui-même avait demandé au gouvernement soviétique d'intervenir.

Le gouvernement soviétique ne l'a pas fait à ce moment. Il a tout essayé pour que la tension ne s'aggrave pas dans cette région du monde. Et c'est en désespoir de cause qu'il a été contraint de le faire. Voilà ce que m'a dit

clairement et nettement le camarade Brejnev. Et il m'a affirmé que les troupes soviétiques ont comme mission de ne pas intervenir dans les combats intérieurs qui ont lieu. Ils doivent être présents aux frontières pour empêcher les infiltrations de l'extérieur. »

(NDLR : Le premier acte des troupes soviétiques a été la liquidation d'Amin et son remplacement par Karmal. A la même question, Fiterman répondait récemment à Antenne 2, que l'URSS était intervenue à la demande des « progressistes insurgés ».

A propos de l'intervention soviétique elle-même : « Je regrette que la situation soit devenue ce qu'elle est devenue. Je souhaite et je lutte, les Soviétiques aussi - c'est inscrit noir sur blanc dans notre communiqué - pour l'indépendance réelle des nations, pour que

chaque peuple puisse vraiment choisir en toute liberté et en toute indépendance le régime social qui lui convient le mieux. »

Et enfin à propos du communiqué commun PCF-PCUS : « C'est un communiqué optimiste. D'abord, parce que, je le répète, le rapport de forces continue à se développer en faveur du progrès, de la démocratie, de l'indépendance et du socialisme. Ensuite, parce que les tensions que nous connaissons actuellement, en liaison avec l'Afghanistan l'installation de missiles en Europe et d'autres événements, découlent précisément de ce rapport des forces.

C'est parce que l'impérialisme est aux abois qu'il essaie de freiner le progrès, l'avancée des peuples.

Olida (Levallois), il y a quelques semaines, un immigré arrêté à l'usine

Faux papiers, les patrons ferment les yeux

Mahmadou Fofana, travailleur immigré en France depuis 1975, a été arrêté il y a quelques semaines par la police au mois de novembre 1979, sur le lieu même de son travail — l'usine Olida de Levallois (région parisienne) — avec trois autres de ses camarades. Il est resté durant 18 jours enfermé à la prison de Fleury-Mérogis ! Depuis, il a été condamné, notamment en décembre, à diverses amendes.

Le motif ? Toujours le même : Il séjourne en France alors que sa carte de séjour est expirée, et bien entendu non renouvelée. C'est donc la menace d'expulsion qui pèse aujourd'hui sur ce travailleur comme sur des milliers d'autres.

Mais le cas de Mahmoudou Fofana illustre également, parallèlement aux milliers d'expulsion, un autre aspect de la politique d'immigration de la bourgeoisie qu'il est important de dénoncer largement : le fait qu'elle « tolère » l'existence d'une réserve de travailleurs « irréguliers » fort importante, qu'elle peut précisément exploiter à outrance, dans le cadre d'embauches souvent en plus non déclarées. Mahmoudou est justement de ceux-là. Le syndicat CFDT d'Olida à Levallois a découvert que la carte en possession de Mahmoudou était fautive, chose que beaucoup de gens n'ignoraient pas... et en premier lieu le patron d'Olida. Ci-dessous le tract de la section CFDT relatant l'affaire.

Le 21/12/79, Mahmoudou Fofana était condamné à 50 F d'amende - motif : «*Séjour de plus de 3 mois sur le territoire français après expiration de sa carte de séjour*».

10 jours avant, pour le même motif, il a été condamné à verser 1 000 F.

Le président du tribunal qui a prononcé ces condamnations, sait-il qu'il s'agit de fautive-vraie carte ou de vraie fautive carte... on ne sait plus trop bien comment l'appeler ?

LA VRAIE FAUTIVE CARTE DE MAHMADOU

Nous avons découvert le «*dot aux roses*» par hasard :

l'administration et le patronat, complices d'une manœuvre frauduleuse, font régner le plus grand silence ; ils n'attendent qu'une chose : que les projets de lois (Bonnet et Stoléro) leur permettent d'expulser encore plus facilement de France les travailleurs que bien souvent les patrons eux-mêmes ont été chercher au pays d'origine, avec force de promesses.

Quant à Mahmoudou, il ne sait plus où il en est !

Débarqué en France en 1975, il travaille d'abord dans deux teintureries, déjà il y a des anomalies :

- feuilles de paye irrégulières ;
- déclaration tardive à la Sécurité Sociale ;

- absence de visa français sur son passeport.

— En 1976, il entre chez Olida comme intérimaire, 6 mois plus tard, il est embauché ; récemment, il montre à ses camarades de travail un avis d'expulsion...

Rapidement, la CFDT essaie de sortir Mahmoudou de cette impasse : c'est une intervention auprès du préfet, de M. Stoléro, du ministre de l'Intérieur... en vain ! (...)

Finalement, à force de démarches, nous nous retrouvons enfin devant le chef de service du bureau de la préfecture où se règlent toutes les affaires concernant l'immigration.

Que nous a dit ce haut fonctionnaire ?

— Que le numéro de la carte de séjour de Mahmoudou Fofana n'existe pas : évidemment la carte est authentique, cela ne fait aucun doute, mais il n'y a pas de dossier à ce nom.

— N'a-t-il pas laissé entendre que cette filière passe par la mairie de Paris ? (Nous apprendrons ailleurs qu'un haut fonctionnaire de la préfecture de Nanterre a été découvert pour un semblable trafic !)

— Il a également affirmé que l'employeur était forcément au courant de la situation et a promis à notre Fédération qu'il serait poursuivi...

Peu après cet entretien, Mahmoudou réapparaît chez Olida avec une carte de sé-

jour prolongée : pas de doute la carte est normale, par contre le deuxième tampon est grossier.

Notre camarade ne restera plus longtemps chez Olida.

QU'EN SONT LES CHOSES MAINTENANT ?

Le chef du 9^e bureau de la préfecture n'a pas donné suite : mieux il dit maintenant... qu'il était impossible au patron de le savoir... (...) La justice qui ferme soigneusement les yeux sur la vraie fautive carte a condamné par contre déjà trois fois Mahmoudou pour absence de papiers, alors que la police a conservé sa vraie fautive carte.

Combien sont dans le cas de Mahmoudou ? Difficile à dire : on sait qu'il y a 400 000 travailleurs non reconnus dont se servent les patrons comme Olida se servait de Mahmoudou, alors qu'il connaissait parfaitement l'existence de vraies fautives cartes (...)

Il n'y aurait pas de travailleurs clandestins, s'il n'y avait pas d'employeurs clandestins...

Pour la CFDT, les travailleurs immigrés qui ont travaillé en France ont légitimement acquis des droits au séjour. La CFDT se prononce pour leur régularisation. (...)

Extraits d'un tract CFDT Olida Levallois

Bureau national de la CFDT

«L'ombre de Kaboul plane sur le mouvement ouvrier français»

Le bureau national de la CFDT s'est réuni jeudi 10 janvier, pour faire le point sur la situation. Dans une conférence de presse, vendredi 11 janvier, Michel Rolant et Edmond Maire ont tiré les conclusions de cette réunion.

Tous deux ont affirmé à plusieurs reprises la profonde unité du bureau national sur les prises de position de ces derniers jours ; aussi bien les déclarations de Maire faites au *Republicain Lorrain*, que la condamnation de l'agression soviétique en Afghanistan.

Le bureau national a aussi fait l'analyse de l'échec des négociations sur le temps de travail. Michel Rolant en a imputé la responsabilité principale au CNPF et au gouvernement qui ne veulent en aucune façon réduire le temps de travail. Responsables aussi la division syndicale et en particulier le camp CGT-FO qui, selon la CFDT, aurait voulu «*un simple déplacement d'heures supplémentaires*» et «*l'insuffisance de l'action dans les entreprises*».

La CFDT pour autant ne renonce pas. Son objectif reste, a dit Michel Rolant, «*de maintenir le cap avec autant de détermination pour imposer des négociations à tous les niveaux*». Il a ensuite annoncé qu'une rencontre était prévue avec le patronat sur le droit d'expression, mais

qu'il n'y avait rien de positif à en attendre du fait «*du refus patronal de négocier et de reconnaître les syndicats*». Du fait aussi «*des manœuvres gouvernementales et de la subordination de l'économie aux multinationales*».

Dans un deuxième temps, le bureau national de la CFDT a essayé d'analyser les conséquences des prises de positions du PCF et de la CGT sur l'intervention soviétique en Afghanistan. Ils les a jugées très graves. La CFDT estime en particulier que ces positions d'alignement sur Moscou pour le premier et de soutien indirect pour la seconde «*sont un obstacle réel à la mobilisation sociale*».

Edmond Maire a lui-même précisé que «*la ligne de Kaboul du PCF qui risquait de passer dans la CGT, si un vaste mouvement populaire n'y faisait pas obstacle*» était une limite réelle à l'unité d'action. «*Si on est d'accord pour défendre les droits des peuples, ça donne une meilleure qualité à l'unité d'action*», a-t-il conclu.

Mais la CFDT ne propose pour l'instant aucune action concrète, sauf une campagne d'explication dans ses rangs pour impulser cette vaste mobilisation pour défendre les droits du peuple afghan.

Claire MASSON

Afghanistan

Jeanine Parent (CGT) explique son vote

Jeanine Parent, membre de la commission exécutive de la CGT, a voté mardi 8 janvier contre le communiqué publié par la CGT sur l'invasion soviétique en Afghanistan. Dans un article paru dans *Le Monde* du 11 janvier, elle explique sa position.

Elle dénonce en particulier les contradictions du texte qui évite de poser les vraies questions : «*Fallait-il que la CGT dise qu'elle condamnait ou désapprouvait l'intervention soviétique en Afghanistan ?*» Ainsi, Jeanine Parent interroge : «*Fallait-il que nous sortions ce texte qui, avant tout rappelle des événements de l'Afghanistan, commence par condamner les mesures de rétorsion prises par le gouvernement américain à l'encontre de l'URSS ?*»

Plus loin, elle affirme : «*Essayer de faire croire un instant que les travailleurs français pourraient classer la CGT dans le rang des impérialistes sous le prétexte d'une condamnation de l'action soviétique, c'est faire peu de cas de leurs facultés de jugement*».

«*Le texte qui est sorti de ces débats n'apporte pas aux travailleurs la réponse qu'ils attendaient de leur syndicat... Oui, avec la quasi-totalité du mouvement ouvrier d'Europe, conclut-elle, il fallait que nous n'acceptions pas la confusion entre les intérêts de classe et les intérêts d'État de l'Union soviétique. Oui, il fallait aller jusqu'au bout de la logique des positions traditionnelles de la CGT. Oui, il fallait dire notre désaccord avec cette intervention.*»

Sud-Couleur (Montpellier) : contre les licenciements

«*Sud-Couleur Service*» est une entreprise de développement photographique. Actuellement, y travaillent 250 personnes environ et 50 licenciements ont été annoncés en novembre. La situation financière est catastrophique et des acquéreurs se sont portés acheteurs. La section CFDT de l'usine, la seule présente à ce moment-là, a pris position fermement contre les licenciements et a mobilisé les travailleurs sur cette base-là. Parallèlement, le syndicat CFDT a informé la presse locale, s'est adressé aux élus, aux partis (PCF, PCML, LCR). Courant décembre, la situation semblait gelée, rien ne bougeait côté direction et sous la pression constante de la section CFDT, le patron annonçait même qu'il n'y aurait qu'une vingtaine de licenciements, correspondant à des «*licenciements volontaires*».

Or, le vendredi 11 janvier, les ouvriers apprennent que le patron a fait entre 100 et 150 chèques en blanc qui seront payés la semaine suivante ou... plus tard.

Comme le dit clairement

le communiqué, les travailleurs répliquent vivement et la direction annonce une réunion exceptionnelle du comité d'entreprise pour lundi 14 janvier où on doit parler de «*l'avenir de Sud-Couleur*».

Quelle est donc cette nouvelle tactique patronale ? Pour annoncer d'autres licenciements, ne faut-il pas amener les ouvriers à se battre pour le paiement de leurs salaires, comptant que la bataille contre de nouveaux licenciements passerait alors au second plan ? Ou bien encore, le non-paiement ne serait-il pas l'argument choc pour essayer de convaincre les ouvriers que pour sauver l'entreprise en péril, il n'y a qu'à licencier encore ?

Lundi 14 janvier, les nouveaux et les anciens patrons annonceront soit le paiement immédiat et «*seulement*» 18 licenciements, soit le non-paiement et des licenciements.

De toutes façons, les réponses patronales chercheront la tactique qui correspondra au mieux à leurs intérêts.

Correspondante Montpellier

La CFDT communique

Suite à un tébrayage d'une heure, de la majorité du personnel présent, nous avons affirmé à la direction de 14 h 15 à 15 h 15 notre colère et notre indignation au sujet du non-paiement de la paie et de la prime de décembre pour une grande partie du personnel.

En assemblée générale, M. Torreblanca, sur demande des représentants CFDT s'engage à prendre toutes les responsabilités au nom de la direction et par écrit de toutes les conséquences qui pourront découler de ce non-paiement pour le personnel.

M. Torreblanca nous apprend en outre que lundi 14 janvier, le comité d'entreprise sera informé de la situation définitive de Sud-Couleur.

Nous, CFDT, après nous être réunis, décidons d'exiger lundi, en réunion au nom du personnel, le paiement immédiat de tout l'ensemble des salaires impayés.

Le personnel sera informé immédiatement de la situation ; selon l'issue de la requête, nous l'appellerons à agir en conséquence.

Section CFDT Sud-Couleur
Syndicat Chimie CFDT de l'Hérault.

N.B. : Sud-Couleur est une entreprise de développement photographique à Montpellier où 50 licenciements ont été annoncés en novembre 1979 et où les réactions du syndicat de l'usine et des travailleurs ont été très vives.

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple
NOUVEAU NUMERO

205-51-10

Débat à l'ONU sur l'Afghanistan

Les pays non-alignés directement concernés

L'Assemblée générale de l'ONU se réunit depuis jeudi 10 janvier pour « étudier la situation en Afghanistan et ses implications pour la paix et la sécurité internationales » à la demande du Conseil de sécurité.

Les débats doivent se poursuivre ce lundi compris. Le représentant chinois a qualifié l'URSS, « ce prétexte du ami du Tiers Monde », de « principal agresseur dans le monde » et il a demandé à l'ONU de condamner « dans les termes les plus vigoureux » l'intervention russe en Afghanistan.

Le représentant du Sénégal, membre du mouvement des non-alignés, a été très dur : « L'agression qui n'est pas énergiquement condamnée et à laquelle aucune

résistance n'est opposée, devient une maladie contagieuse. Hier le Kampuchéa, aujourd'hui l'Afghanistan... »

« L'ingérence dans les affaires intérieures des Etats est en passe de devenir l'une des principales formes d'agression contre le mouvement des pays non-alignés. »

« Un sérieux coup vient d'être porté à la thèse qui voulait faire passer l'URSS et les pays socialistes comme les « alliés naturels » du non-alignement. »

Le vendredi, 17 pays non-alignés ont présenté une résolution qui, sans nommer directement l'Union Soviétique, prend position contre l'intervention.

La grande majorité des orateurs se sont prononcés contre l'intervention soviétique en Afghanistan.

Indira Gandhi déclare sa confiance en Moscou

Alors qu'Indira Gandhi avait qualifié de « regrettable » l'intervention soviétique en Afghanistan, avant son élection, elle vient d'infléchir dangereusement cette position en réaffirmant sa confiance en Moscou.

C'est ainsi que le représentant indien à l'ONU a déclaré : « Nous n'avons aucune raison de douter des assurances qu'un pays ami comme l'est l'Union Soviétique nous a données. »

A « France-Inter », Indira Gandhi avait accusé la Chine de constituer un « danger » pour l'Inde.

Brejnev a adressé un message de félicitations à Indira Gandhi pour son élection, où on peut lire : « Votre contribution personnelle à l'extension et à l'approfondissement des relations soviéto-indiennes est extrêmement précieuse ici ».

Yougoslavie : l'Etat et la Ligue des Communistes appellent à renforcer la défense nationale

Tandis que les communiqués officiels conservent une certaine prudence dans la dénonciation de « l'intervention étrangère » en Afghanistan, la presse yougoslave n'y va pas par quatre chemins. Elle parle carrément « d'invasion » et la télévision montre au public le déferlement des troupes russes et de leurs blindés à Kaboul.

Les journaux insistent sur l'isolement de l'URSS et sur la condamnation de la majorité des pays du monde, y compris les pays non-alignés, à l'égard de l'intervention militaire de Moscou.

Une réunion commune de l'Etat et de la direction de la Ligue des communistes, vendredi 11 janvier, a exprimé sa « préoccupation » devant la situation internationale.

La réunion a beaucoup insisté sur la nécessité de renforcer la défense nationale, qui comprend l'armée régulière et plusieurs millions de civils aptes à porter les armes.

Le PCI propose une résolution contre l'intervention russe en Afghanistan au Parlement européen

Après avoir condamné clairement dès le début, l'intervention soviétique en Afghanistan, le Parti communiste italien vient de franchir un nouveau pas qui l'éloigne davantage de la position de soutien à Moscou prise par le PCF.

En effet, le PCI vient de présenter une résolution devant le Parlement européen de Strasbourg, et dont l'UNITA, organe central du PCI, écrit qu'elle va dans le même sens que « les initiatives prises par d'autres forces socialistes et démocratiques européennes. »

Le groupe communiste italien au Parlement européen demande à ce parlement « d'exprimer la réprobation la plus sérieuse pour l'intervention soviétique en Afghanistan, laquelle constitue une violation ouverte des principes d'indépendance et de souveraineté nationale. »

La résolution réclame « le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan » tout en demandant à la CEE de ne pas prendre de mesures de « rétorsion et de durcissement » vis-à-vis de l'URSS.

Afghanistan

Manifestation anti-soviétique à la prison de Pouli-Charki

L'intervention soviétique en Afghanistan continue de soulever des vagues de protestation à travers le monde. Sur place, à Kaboul, c'est une véritable émeute qui s'est déclenchée vendredi 11 janvier à la prison de Pouli-Charki où plus de dix mille personnes s'étaient rassemblées dans l'attente de la libération des prisonniers qui restent encore à plusieurs milliers enfermés dans les geôles, gardés par les soldats soviétiques.

La mise en scène semblait pourtant bien orchestrée pour la libération des prisonniers de la sinistre prison de Puli-Charki à 25 kms environ de Kaboul. Des autocars avaient été amenés, les libérations annoncées à grand bruit. De la sorte, des milliers d'Afghans s'étaient rassemblés devant les grilles dans l'espoir d'accueillir les parents, les frères, les amis. Mais, déception. Au total, ce ne sont que quelques dizaines de prisonniers qui sont libérés pour la plupart proches de l'ancien souverain déchu, Daoud.

Après des heures d'attente où la tension monte continuellement, la colère po-

pulaire explose. De nombreux jeunes lancent des mots d'ordre conspuant l'occupation soviétique et enfoncent les grilles. La foule à ce moment-là est d'au moins 10 000 personnes. Plusieurs milliers de manifestants pénètrent à l'intérieur de la prison et parviennent à libérer plusieurs dizaines de prisonniers. Les soldats russes et leurs complices afghans qui ne s'attendaient pas à cela n'ont réagi que tardivement, tuant tout de même plusieurs personnes.

Cette explosion massive de colère de la part de la population de Kaboul montre que l'occupation de l'Af-

ghanistan par l'armée soviétique est très largement condamnée par le peuple afghan. Tout le monde s'accorde à reconnaître que la petite clique mise au pouvoir à Kaboul par les chars russes ne bénéficie d'aucun soutien populaire. Tout le monde ou presque car en France, le PCF continue, à soutenir l'intervention militaire soviétique. Les protestations à l'intérieur même de ses rangs se multiplient contre de telles prises de position de la direction. Une session du comité central de ce parti est convoquée pour les 21 et 22 janvier à Ivry avec à l'ordre du jour : situation internationale, politi-

que d'austérité et activité du parti. Les derniers développements de la situation sur le terrain mettent les Soviétiques dans l'embarras. La thèse de l'appui apporté pour combattre une poignée de féodaux réactionnaires rencontre les plus grandes difficultés à être défendue. La résistance qui semble se développer en plusieurs points du pays et l'imposante manifestation devant la prison de Puli-Charki témoignent de la volonté du peuple afghan de ne pas admettre l'occupation de son pays par une armée étrangère.

Manifestation en Nouvelle-Calédonie

Suite à l'assassinat d'un jeune Kanak par un inspecteur de police, le Front indépendantiste, qui regroupe les cinq organisations de Nouvelle-Calédonie favorables à l'indépendance de cette colonie française, appelle à la grève générale.

Des manifestations ont eu lieu samedi 12 janvier dans tout le pays, avec une quinzaine de barrages routiers. Les syndicats de l'île doivent également se réunir pour décider des actions concrètes à mener.

La tension dans l'île est grande depuis plusieurs mois, et des milices d'extrême-droite, composées de colons français, organisent des ratonnades dans le plus pur style raciste et fasciste, contre la population kanak. C'est au cours d'une de ces ratonnades que le jeune homme a été tué.

Recul de l'armée éthiopienne en Erythrée

Selon diverses sources, l'armée éthiopienne, soutenue militairement par l'URSS, aurait été contrainte de se replier vers le Sud devant la poussée des guérilleros érythréens.

Des navires russes ont évacué des troupes éthiopiennes tandis que d'autres troupes de la 3e division, qui encerclaient la ville de Nafka, ont dû descendre vers le Sud.

Il y a quinze jours, les patriotes érythréens du FPLE avaient réussi à briser l'encercllement de la ville de Nafka, encerclée depuis un an.

Selon un journaliste japonais, présent sur les lieux des combats, au côté du FPLE, des centaines de soldats éthiopiens ont été tués, quatre chars T 54 russes et 70 camions ont été détruits. Les combats amenant la retraite des soldats éthiopiens ont duré 13 jours.

L'offensive de l'armée éthiopienne (qui semble aujourd'hui mise à mal par les guérilleros de l'Erythrée) durait depuis deux ans.

Iran : émeutes à Tabriz

Les manifestations religieuses, qui marquaient mercredi 9 janvier le 40ème jour après la commémoration du martyr de l'imam Hussein, ont dégénéré à Tabriz en affrontements sanglants entre les partisans de l'ayatollah Shariat Madari et les gardiens de la révolution, fidèles à l'imam Khomeiny. Le bilan de la confrontation : huit morts et une centaine de blessés. C'est le bilan le plus lourd qu'on ait à déplorer depuis le début du conflit entre les partisans de l'ayatollah Shariat Madari opposés au gouvernement central. Comme cela s'était déjà produit, le mois dernier, les manifestants ont occupé l'immeuble de la radio locale, après avoir mis le feu à une demi-douzaine de banques. Des incidents similaires avaient fait six morts, samedi 5 janvier.

Arabie Saoudite : les auteurs de l'attaque de la Mecque exécutés

Soixante-trois des cent soixante-dix personnes emprisonnées à la suite de l'occupation de la grande mosquée de La Mecque ont été exécutées mercredi 9 janvier. L'attaque qui s'est produite en novembre 1979 fit vingt-six morts et une centaine de blessés parmi les pèlerins, ainsi que cent vingt-sept morts parmi les soldats dépêchés sur place (selon les chiffres officiels).

Parmi les cent sept personnes qui ont échappé à la peine capitale, dix-neuf d'entre elles ont été condamnées à la réclusion à perpétuité, les autres seront internées et devront subir un « enseignement religieux intensif ». Les exécutions ont eu lieu dans huit villes différentes, afin, indiquent certaines sources, de servir d'exemple.

Attentats et assassinats contre des guérilleros du Zimbabwe

Tandis que le dirigeant de la ZAPU, Nkomo, est rentré à Salisbury après trois années d'absence, les incidents se multiplient dans la mise en oeuvre du cessez-le-feu.

C'est ainsi que l'armée et la police racistes rhodésiennes ont tué sept guérilleros qui acceptaient de se rendre dans les camps de rassemblement prévus pour les forces armées zimbabwé, mais qui refusaient de rendre leurs armes.

A Salisbury, c'est contre l'autre organisation du Front patriotique, la ZANU, qu'un attentat à la grenade a été organisé. C'est le troisième en trois semaines dirigé contre des militants de la ZANU, que préside Robert Mugabe.

Inquiets de ce climat de tension, les dirigeants du Mozambique, de la Tanzanie, de la Zambie, de l'Angola et du Botswana, réunis le 10 janvier, ont mis en cause la politique de la Grande-Bretagne en Rhodésie, déclarant qu'elle mettait « en danger la paix et la sécurité, non seulement dans la colonie, mais aussi dans toute l'Afrique australe ». Ils ont également dénoncé la présence de troupes de l'autre Etat raciste, l'Afrique du Sud, au sud de la Rhodésie.

MARITANIE

Au cours d'une conférence de presse, le nouveau chef de l'Etat mauritanien a déclaré que le nouveau gouvernement poursuivrait « sans relâche » sa politique de « stricte neutralité dans le conflit du Sahara Occidental ».

« Nous aurons constamment le souci de maintenir et de développer des relations fraternelles et équilibrées avec le Maroc, l'Algérie et le Front Polisario », devait-il ajouter.

SUEDE

Le Syndicat des dockers de Suède a annoncé mercredi 9 janvier qu'il bloquerait dès maintenant l'exportation d'acier vers la Grande-Bretagne, en solidarité avec la grève des 100 000 sidérurgistes anglais.

« Nous stoppons toutes les exportations jusqu'à ce que nous soyons sûrs que le conflit aura trouvé une solution », a déclaré un dirigeant du syndicat, au cours d'un meeting à Göteborg.

Vesoul : «L'Estocade» est en procès

L'Estocade, petit journal de Franche-Comté qui paraît tous les deux mois, est poursuivi en diffamation : dans son numéro 3 daté de juillet-août 1979, il a publié un article intitulé «la presse collabo en Franche-Comté». Cet article démontre la responsabilité des journaux qui ayant paru en zone occupée après l'armistice de 1940, ont collaboré à l'occupation nazie. Prenant l'exemple du *Courier de Haute-Saône*. Qui a paru pendant toute la durée de l'occupation avec l'autorisation

de l'armée nazie, l'Estocade citait deux passages anti-sémites, l'un comparant les juifs à Satan, l'autre appelant à «extirper le virus juif».

Le journal commentait : «Voilà comment (les noms du directeur gérant et du rédacteur en chef du *Courier* étaient cités) approvisionnaient à leur propre initiative les chambres à gaz».

Suite à cet article, l'Estocade est assigné à comparaître devant le tribunal de grande instance de Vesoul sur plainte du directeur pro-

priétaire des affiches de la Haute-Saône qui estime que la mémoire de son père et lui-même en tant que «journaliste», sont diffamés ! Il réclame 25 millions d'anciens francs à l'Estocade. La date du procès est fixée au 17 janvier 1980 à 8 h 30 au tribunal de Vesoul.

Ce procès pour le plaignant a un double objectif :

- étrangler un petit journal qui commence à devenir gênant pour quelques-uns ;
- réhabiliter sur le dos de l'Estocade des collabos pas

du tout honteux.

Mais les enjeux vont beaucoup plus loin : c'est la liberté de la presse et le travail de l'historien qui une fois de plus sont remis en cause.

Un certain nombre d'organisations d'anciens résistants, de déportés, d'organisations politiques, syndicales, associatives, ont déjà apporté leur soutien à l'Estocade. Nous devons soutenir ce journal.

CORRESPONDANCE

Télévision

Mardi 15 janvier 20 H 40
aux Dossiers de l'Ecran
Le renversement
d'Allende



Septembre 1973 au Chili a lieu le coup d'Etat de Pinochet, préparé aux Etats-Unis avec l'aide de l'impérialisme américain. C'est l'assassinat d'Allende dans le palais de la Moneda, les stades, la torture, la dictature fasciste qui se met en place.

Le débat abordera sûrement des questions d'histoire à partir du film. D'ores et déjà plusieurs problèmes sont posés. Le rôle de l'impérialisme américain dans le coup d'Etat de Pinochet, et

le fait que les impérialistes et les capitalistes ne cèdent que contraints et forcés (cf. le Nicaragua) ; la nécessité de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, condition pour l'établissement du socialisme basé sur la dictature du prolétariat. (C'est l'armée chilienne dite démocratique qui a fait le coup d'Etat). Les coups d'Etat, les ingérences sont pratiques courantes pour les impérialistes et principalement pour les USA et l'URSS qui vient de perpétrer un coup d'Etat en Afghanistan.

Mardi 15 janvier 21 H 30
L'Oasis : regard sur une
maison de retraite

Mr Daru vient de se casser le col du fémur. Le temps des vacances, son fils le fait admettre dans une maison de retraite. C'est là que Daru (interprété par Charles Vanel) prend conscience de la façon dont la société actuelle traite les vieux et particulièrement les vieux travailleurs. A travers ce téléfilm c'est la réalité des hospices qui nous est décrite. Une existence en marge de la société, ponctuée par l'horaire des repas. Daru va refuser d'être traité comme un enfant. Il fâche une pétition dans l'hospice, tente de ne pas perdre contact avec l'extérieur, organise sa vie malgré la surveillance de la directrice. Avec

les autres «pensionnaires» de la maison de retraite aux allées et venues perpétuelles de la directrice dans les chambres. Ce film créé pour la télévision est une œuvre de fiction qui s'appuie sur une enquête d'un mois réalisée dans diverses maisons de retraite. Les réalisateurs ont par ailleurs une longue pratique du documentaire. Ce film, malgré ses imperfections, traite un sujet rarement abordé à la télévision : les vieux travailleurs parqués dans des «mouroirs» lorsqu'ils ne sont plus productifs.

Il nous faut déplorer le fait que cette émission ne soit pas programmée à 20 h 30.

Mercredi 16 janvier
TF1 20 H 30

Les aventures
d'Yvon DIKKEBUSH

Yvon Dikkebush, c'est le patron d'un bar qui se trouve en face de l'usine, le lieu de rencontre des ouvriers. Mais, brutalement, il apprend que l'usine va fermer ses portes. Yvon, dit von von, va alors remuer ciel et terre pour éviter que l'usine ne soit rachetée et qu'elle ne soit fermée. Pour celui qui jusqu'alors n'avait connu que ses clients, les ouvriers de l'usine, cela va être la découverte d'un monde nouveau et inconnu. Le patron de bar va s'aventurer dans la jungle des conseils d'administration, des assemblées générales d'actionnaires, il va mettre un

doigt dans les mécanismes de l'industrie capitaliste. C'est l'occasion de nous faire pénétrer dans un monde où la seule loi est celle du profit maximum.

Il est bien rare qu'une création télévisée partent des problèmes actuels à savoir : la crise économique, la restructuration et le chômage. Maurice Failevic a déjà réalisé, notamment, 1 788 téléfilms sur la lutte des paysans dans un village de Normandie au moment de la révolution française, et «le franc tireur» qui évoque la révolte d'un cadre qui refuse son rôle d'encadrement.

Cinéma

A Grenoble,
mercredi 16 janvier
2 films sur
l'Allemagne fédérale

A l'initiative de quatorze association va se tenir à Grenoble du 14 au 26 janvier une animation sur la RFA (République Fédérale Allemande).

De nombreux débats auront lieu notamment sur les interdictions professionnelles et le développement de la répression, sur le monopole des médias et leur soumission au gouvernement, sur l'espace judiciaire Européen, sur le consensus. Bien que centrés sur l'Allemagne ces débats toucheront aussi aux problèmes posés dans les autres pays d'Europe de l'Ouest.

Dans ce cadre là, le cinéma anti-impérialiste de Grenoble présentera deux films : «De qui dépend que l'oppression demeure ?» le

titre est tiré d'une citation de Brecht «De qui dépend que l'oppression demeure ? de nous. De qui dépend qu'elle soit brisée ? De nous aussi».

Ce film est constitué de reportages et d'interview sur les conditions de détention à la prison de Stammheim. En première partie sera présentée : «Scènes de l'arrière pays» qui analyse les méthodes du journal *Bild* appartenant au groupe de presse springer (qui détient le monopole de la presse en RFA).

*Le mercredi 16 janvier 20 h 30 *salle des concerts* Grenoble association «le Cinéma Anti-impérialiste BP 872 - 38 036 Grenoble - cedex, participation aux frais 7 F.

Nucléaire en bref

Braud-Saint-Louis (Gironde) : 9 anti-nucléaires interpellés

Jeudi 10 janvier, nouvel arrivage de pièces du générateur pour la centrale nucléaire de Braud Saint-Louis, en Gironde. Depuis plusieurs mois, ces pièces sont débarquées, en catimini, dans le port de Blaye, à une vingtaine de kilomètres de là. Mais, la discrétion n'est pas facile quand on débarque des pièces de 110 tonnes, sous bonne escorte qui plus est. Et régulièrement, les antinucléaires de la région se mobilisent pour ralentir le convoi.

Cette fois, les forces de police n'ont pas apprécié. Neuf des antinucléaires ont été appréhendés «pour entrave à la circulation sur la voie publique». Cet énerverment des pouvoirs publics s'explique sans doute par la proximité de la mise en route de la centrale, après les très nombreux retards qu'elle a subi, et par le regain de mobilisation dans la région. L'accident survenu à la centrale d'Harrisburg n'y est pas pour rien : la centrale en construction ici est du même type. Par ailleurs, il semble à peu près certain que la cuve qui vient d'être livrée à Braud fait partie du stock de cuves affectées de fissures, et qu'elle n'a pas été réparée. Les essais sont prévus pour l'été 1980.

Licenciements à Malville

Les travaux de bâtiment de la centrale de Greys-Malville (Ain) sont bientôt terminés. Sans perdre de temps, l'entreprise Fougerolles a déjà obtenu, de l'Inspection du Travail, 271 licenciements pour fin de chantier. Il y avait 620 ouvriers embauchés sur le site. L'entreprise Bouygues s'était, paraît-il, engagée à les reprendre sur son chantier à la centrale de Saint-Maurice l'Exil, de même que ceux du chantier de Bugey. Pour l'instant, pas de nouvelle. Les ouvriers sont au chômage.

7 mois après,

Ixtoc 1 fuit toujours

Sept mois après l'explosion qui détruisit la tête du puits, Ixtoc 1 fuit toujours, et menace une nouvelle fois les côtes texanes. Si dans sept semaines, la fuite n'est pas colmatée, de nouvelles vagues polluantes risquent de déferler sur le Texas, qui a déjà 225 km de côtes souillées depuis l'été 1979. On est bien loin des déclarations rassurantes de la Pemex, qui a, à plusieurs reprises, annoncé que la fuite était colmatée, ou sur le point de l'être. En fait, les spécialistes américains de la NOAA redoutent que d'ici l'automne, toute la côte du Golfe du Mexique soit polluée : l'équivalent de 50 000 barils par jour se déverse dans la mer (la Pemex parle «seulement» de 2 000 l).

Angers : facs en grève

contre l'expulsion de

deux étudiants étrangers

L'université d'Angers est complètement paralysée par la grève de protestation contre le refus de la préfecture d'accorder leur permis de séjour à deux étudiants arabes, selon la loi Bonnet. Une manifestation de 1 500 personnes a eu lieu en ville.

La bourse enquête

sur les comptes

des frères Willot

La Commission des opérations de Bourse a décidé d'ouvrir une enquête sur les comptes du groupe Willot. Les «Dalton du textile», qui ont mis la main sur toute une série d'entreprises en difficulté sans mettre souvent la main à leur porte-monnaie, qui ont défrayé la chronique des affaires sans être jamais sérieusement inquiétés, vont-ils devoir «payer» ? A l'origine de cette enquête, les difficultés du groupe aux Etats-Unis, avec les magasins «Korvettes».

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : . . Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : . . . Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

Les verriers du Nord contre Riboud : des années de lutte pour l'emploi

Par Rémi DAINVILLE

Du travail pour tous à Boussois : c'est ce que veulent les verriers !

Boussois-sur-Sambre, charmante petite commune — 3 500 habitants — du bassin de la Sambre, non loin de Maubeuge, à la lisière de la frontière belge. Cité verrière par excellence puisqu'ici domine la grande entreprise BSN, la plus importante unité de production de verre plat du Nord de la France : 1 800 employés.

L'ARRIVÉE DES « FLOAT »

La ville a donné son nom au groupe verrier : Boussois, spécialisé dans le verre plat qui, en 1966, s'unit au roi du verre creux Souchon-Neuvesel, pour constituer BSN... Et si le verre étiré a été remplacé à coups de centaines de millions par les deux lignes de « float glass »,

Boussois demeure la seule usine au monde capable de fabriquer, à la halle à pots, des verres de couleur de qualités spéciales destinés à la décoration architecturale. Le zoo de Bâle en Suisse, l'opéra de Sydney en Australie sont équipés de telles fabrications. C'est également à Boussois qu'est fabriqué le quart de la production française de

glace « sécurité ».

Mais, bien sûr, Boussois c'est avant tout le verre plat. Chaque jour, les deux « float » déversent leurs tonnes de verre flotté : B 1, allumé en 1966 soit 550 tonnes brutes par jour et B 2, mis à feu en juin 1974, en produit 650 tonnes quotidiennement. Objectif : demeurer compétitif devant les gros capitalistes verriers, notamment anglo-saxons — Guardian, l'Américain et Pilkington, le Britannique. Alors l'épuration de modernisation prend rapidement la forme d'une opération « d'assainissement » : Riboud s'attaque à l'emploi, il faut bien, précise-t-il « rétablir les gains de productivité ». Et oui, loin de créer des emplois, ainsi que l'affirmaient catégoriquement le gouvernement et la direction, la lancée du deuxième « float » ouvrira la voie au « dégrossissage ».

VERS UNE ANNÉE DE LUTTE

14 décembre 1979 : au comité d'entreprise, la direction annonce 182 licenciements à Boussois. Déjà en 1978, 240 emplois avaient été supprimés — ce qui portait à 800 le nombre d'emplois liquidés depuis 1972 — et les travailleurs ripostèrent par plusieurs manifestations, notam-

ment celle du 14 mars qui rassembla 1 500 personnes dans les rues de Boussois. On avait rarement vu manifestation aussi importante dans ce gros village de 3 500 personnes.

Aujourd'hui, près de deux ans plus tard, les verriers de Boussois subissent une nouvelle attaque, et l'année 1980 sera sans doute une année de lutte, d'autant que rien ne garantit, à terme, le maintien d'unité comme la Halle, l'entretien ou la Sécurité 1 où sont occupés 350 travailleurs.

Comment ceux de Boussois pourraient-ils faire face à cette situation s'ils demeuraient isolés ? Oui ! L'action dans les usines et cités verrières doit être coordonnée nationalement et impulsée avec dynamisme. Plusieurs années d'expérience ont prouvé aux verriers que les journées d'action demeuraient bien insuffisantes pour faire reculer les milliardaires du verre. Puisque ces derniers procèdent selon une stratégie d'ensemble élaborée, les verriers doivent, eux aussi, agir selon un plan d'ensemble, mettant en branle chaque entreprise, dans l'unité la plus large, contre tout licenciement, pour du travail pour tous.

« A mes yeux, Gervais-Danone est le Coca-cola français », déclarait Antoine Riboud, le PDG de BSN-Gervais-Danone, le 14 septembre dernier. Ce jour-là, le groupe annonçait qu'il céda au Britannique Pilkington toutes les activités de la division verre plat situées hors de France. Riboud, patron de gauche qui pensait devenir ministre de l'industrie après mars 1978, donne la philosophie de l'opération : il ne faut pas « avoir les yeux plus gros que le ventre »...

POUR UNE POIGNÉE DE MILLIONS

Alors, pour un milliard 100 millions, des unités entières changent de patron. Cela concerne le groupe belge Glaverbel (100 % des actions), le groupe hollandais de Maas (100 % des actions) — ces deux firmes ont réalisé 1 350 millions de francs de chiffre d'affaires en 1979 — et, en RFA, Falchglas (12,38 % des actions) et Dahlbush (56,40 % des actions). Le but affirmé de l'opération : obtenir de l'argent frais à injecter dans l'agro-alimentaire, selon les orientations monopolistes tracées par le gouvernement dans les VII^e et VIII^e plans.

Riboud, il faut le reconnaître, possède de bonnes cartes puisque plus de la moitié de son chiffre d'affaires est réalisé dans l'alimentaire : Kronenbourg, Kanterbrau, Evian, Fruité, Badoit, yaourts Danone, Stenval, produits Gervais, pâtes Panzani, aliments pour bébé... sans compter le royaume à l'étranger : participation de 40 % dans le groupe belge Alken et de 100 % dans le groupe « Anglo-belge SA » — respectivement 4^e et 5^e brasseurs de Belgique —, de 33 % dans la brasserie Mahou (2^e d'Espagne), de 34 % dans la brasserie Wührer (3^e d'Italie), etc.

Qu'en sera-t-il dès lors de l'emploi verrier ? Riboud casse-t-il le verre ? Nous pouvons faire trois remarques.

QUEL AVENIR ?

1) La bataille des « float glass » a trouvé, on l'a vu, de sévères répercussions sur l'emploi. Il faut savoir en effet qu'il suffit de 210 emplois pour faire fonction-

ner un float glass. Ce qui fait trois fois moins de personnel que le procédé classique d'étrépage (pour une production trois fois supérieure...). Mais cette bataille est, pour l'essentiel, terminée — du moins en France — étant donné les capacités d'absorption du marché.

2) Mais voici : la crise capitaliste a touché l'industrie verrière en raison de la récession dans le bâtiment, premier consommateur de verre à vitres. De 5 463 au 1^{er} janvier 1975, les effectifs de Boussois SA sont descendus à 3 095 personnes en octobre 1979, soit près de 2 400 licenciements en moins de cinq ans. Les verriers, on l'a vu, ont répondu comme il se doit : par l'action. A tel point que les clameurs justifiées de ces travailleurs n'ont pratiquement pas cessé dans les cités verrières du Nord durant plus de deux années. Aujourd'hui, l'industrie du verre plat est à la croisée des chemins : avec l'appui du gouvernement, Riboud poursuivra-t-il la casse de ses unités de production dans le Nord ? Celles-ci seront-elles reprises par St-Gobain qui deviendrait de la sorte le seul groupe verrier français, tandis que Riboud, dégagé de cette branche, porterait sa mise sur l'alimentation ? Pour l'heure, il est difficile de trancher. Il est certain qu'aux yeux des milliardaires du verre, celui-ci, depuis quelques années, ne rapporte pas suffisamment eu égard aux profits de secteurs comme l'agro-alimentaire ou l'informatique.

Par conséquent, la vigilance demeure de rigueur, et l'annonce récente des 182 licenciements à Boussois augure mal de cette nouvelle année. D'autant qu'au fil des années, les promesses de reclassement des patrons verriers ont pris la forme de beaux mirages dans le désert de l'emploi. Il faut se souvenir : en octobre 1978, on disait aux verriers de Wingle : vous serez embauchés chez Renault, à Douai. Mais quand les critères d'embauche de la régie furent connus, les travailleurs ont vu qu'ils en étaient tous exclus...

UNITÉ DES VERRIERS

3) En septembre 1978, les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, CGC et FO de



Bière et yaourt contre verre plat : naissance du « Coca-cola français »

Boussois SA, la CGT et la CFDT de St-Gobain-Aniche, les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC et FO de St-Gobain-Chanteraine, la FGTB et la CSC de Glaverbel (Belgique), réunies à Boussois, avaient lancé un mot d'ordre « d'actions efficaces et coordonnées », appelant « tous les travailleurs du verre de France et de Belgique à s'unir ».

Il est certain que l'unité des ouvriers européens et la coordination concrète de leur combat

seraient de nature à créer un rapport de force défavorable aux milliardaires du verre, qu'ils se nomment Riboud, Pilkington ou St-Gobain. Ce dernier groupe français ne s'apprête-t-il pas, en effet, au nom de la « rationalisation », à liquider plusieurs centaines d'emplois sur les 3 200 que comptent les glacières St-Roch, dans la Basse-Sambre, en Belgique ?

Mais il est également nécessaire d'agir pour coordonner les

luttés au sein du trust BSN-Gervais Danone afin que les travailleurs de la branche mère — le verre — ne soient pas immolés sur l'autel de la restructuration. Désormais, il sera de plus en plus difficile de dissocier, au sein d'un trust comme BSN-Gervais Danone, les travailleurs de l'alimentation et ceux du verre. Les uns et les autres ne sont-ils pas appelés à s'épauler réciproquement contre le même patron ?